

///textes et paroles de ColombienNEs///

La mise en œuvre du Plan Colombie signé avec les USA, a permis une militarisation générale du pays ouvrant la voie à l'implantation massive des transnationales (exploitations minières et extractions d'hydrocarbures, biocarburants, monocultures). À leur solde opèrent politiciens, militaires et paramilitaires qui exproprient par la force, massacrent des communautés entières récalcitrantes, enferment et légifèrent pour une impunité des assassins et une criminalisation des protestations sociales au nom de la « Sécurité Démocratique » et de la « locomotive minière ».

Face à eux, se dressent de multiples opposantEs : les guérillas d'extrême gauche comme l'ELN ou les Farc qui sont en pleins pourparlers de paix avec l'Etat colombien, mais aussi les anarchopunks comme les Polikarpa y sus viciosas, les PaysanNEs ou CampesinXs qui ont affronté le gouvernement en septembre 2013, les AfrodescendantEs et les IndienNEs Nasa du Nord Cauca. En lutte depuis 500 ans pour la défense du territoire et de leur autonomie, les indienNEs ont compris que c'est avec touTEs les exploitéEs que la situation pourrait fondamentalement changer, sans action médiatique ni avant-gardisme, mais en assemblée et dans le partage d'expériences collectives.

Dans cette brochure :

*L'entretien avec les **Polikarpa y sus viciosas, groupe anarchopunk** de Colombiennes, a été réalisé lors de leur dernière tournée en Europe en 2013. Elles reviennent à la fois sur leur expérience et le contexte colombien.*

*Les propos des **membres de l'ELN** ont été recueillis en 2008 par D.Fellous qui les a rencontrés et ont été traduits en 2013, dont des extraits ont été choisis et traduits par Bernardine.*

Trois guérilleras reviennent sur les raisons de leur entrée en clandestinité et apportent leurs témoignages sur les crimes d'État. Quant au commandant, ils reviennent sur leurs modes opératoires (impôt révolutionnaire, rapport à la coca...).

Les désaccords idéologiques n'ont pas été soulignés, chacunE pouvant se faire sa propre idée, l'idée de cette brochure étant de montrer une autre réalité que celle de l'Occidentale en révolte.

*Loin du contexte européen, il semble intéressant de mieux appréhender une réalité qui est tout autre, mais aussi de comparer leur fonctionnement et leur vision de la lutte avec celui des **IndienNEs du Cauca** (cf. Juan Houghton), dont les entretiens ont été réalisés en 2012 lors de l'assemblée communautaire de Corinto dans le Nord Cauca. Des textes des Nasa ont été traduits et insérés pour comprendre leur point de vue sur le traité de paix en pourparlers actuellement entre les Farc et l'État.*

*Pour conclure, un appel à solidarité internationale est lancé pour appuyer **l'action directe de récupération de terres** menée par les Nasa du Cauca contre l'un des plus riches et puissants du pays depuis fin 2014.*

Brochure faite en septembre 2013 par Bernardine et complétée en juillet 2015.



la Colombie et en plus foncé le département du Cauca ;
et dans l'encart en bas à gauche,
la Colombie resituée en Amérique du Sud

Les Polikarpa y sus viciosas

(Par Bernardine, août 2013)

Andrea :

Polikarpa y sus viciosas tire son nom d'une révolutionnaire de 18 ans Polikarpa fusillée par l'État. Elle avait montré du courage et pour nous... c'était une sorte d'hommage que de reprendre son nom.

On a commencé il y a vingt ans. À cette époque, d'habitude les filles ne jouaient pas. Elles étaient juste les copines des musiciens. Alors c'était mal vu. Les garçons étaient condescendants et les autres filles jalouses.

On a eu des réflexions dans tous les sens et on nous attendait au tournant. Il fallait absolument qu'on fasse quelque chose de bien, on n'avait pas droit à l'erreur. Et toujours, on entend : « oh pour des filles, c'est rapide ! »

Petit à petit, d'autres copines se sont mises à la musique.

Mais ce n'étaient pas les seules difficultés. En Colombie, c'est beaucoup trop cher d'avoir son propre instrument de musique, c'est pas comme ici où chacun a le sien. Les gens n'ont pas les moyens. Quand quelqu'un a un instrument de musique, tout le monde est content et saute dessus. il le fait partager à tout le monde. Sinon c'est impossible de jouer. Du coup, il y a un esprit de communauté de partage. Ici tout le monde a sa batterie, sa guitare... à Medellin ou Bogota, il y a avait en tout et pour tout une batterie pour tous les copains.

Bon quand même il faut souligner que pour la tournée en Europe de l'année dernière (2012), on n'a pas pu amener beaucoup de matos. Tout le monde nous a prêté une batterie et des amplis, sans problème.

Sandra :

Je crois qu'en Colombie il y a une réelle ouverture musicale sur ce qu'il se passe dans le monde. Maintenant que je suis en Espagne, je vois qu'il y a un style propre au punk espagnol. Et on sort peu de ça.

Paola :

C'est avec l'esprit d'échange qu'on a pu venir jusqu'ici. À partir d'une seule personne, d'un contact à un autre, on a pu organiser la tournée.

On ne savait pas du tout comment allait se passer la tournée... si on allait nous donner à manger, si on allait avoir des lits.... On a eu beaucoup de chance... les gens du Köpi [berlin], qui ont récolté de l'argent pour faire des sacs sérigraphiés pour qu'on puisse les vendre et rembourser les billets d'avion. On a des amies qui nous ont offert du fromage, du vin... [rires]

On a rencontré des gens super bien. Comme aujourd'hui, à côté d'une rivière, avec des bières... pour nous c'est un moment unique et inespéré. Au retour, tous les copains nous demandent :

“alors ! Comment c'est là-bas ? Qu'est-ce qu'ils font ? Qu'est-ce qu'ils mangent ?” C'est l'illusion...



Andrea :

La difficulté pour un groupe punk colombien, c'est qu'il n'y a aucune possibilité de s'en sortir juste avec la musique.

En Colombie il y a une répression extrêmement forte et une criminalisation de tout ce qui concerne l'expression de la jeunesse. Quand on organise un concert, les flics débarquent et arrêtent le concert.

A 20 ans t'es obligé de bosser et c'est très difficile d'arriver à vivre de manière alternative, de trouver un espace alternatif. Pas de squats ou de centres sociaux.

Sandra :

Il faut qu'on arrive à s'organiser. Mais c'est une réalité tellement différente... Ils te sortent à coup de flingue et tu crèves. De la même manière, dans les quartiers tenus par les **paramilitaires**, si tu es une femme et que tu aimes les tenues punk : avec une minijupe : ils te tuent.

PARAMILITAIRES OU « PARACOS »

En 1959, c'est la révolution castriste à Cuba. L'État colombien a peur de la contagion et veut se débarrasser des opposants qui veulent une réforme agraire. Il emploie pour ça l'armée et les paramilitaires ou «paracos » d'extrême droite. Dès 1965, l'État avec le soutien des USA légalise l'entraînement et l'armement de troupes de « civils armés » par l'Armée.

Grâce au soutien de l'Armée, les groupes paramilitaires, alors au service des grands propriétaires terriens et des éleveurs bovins, se structurent au sein d'une stratégie nationale de contre-insurrection. Prenant le nom de coopératives d'auto-défense agraires, les « CONVIVIR » signifiant « vivre ensemble » (sic), les paramilitaires fusionnent et prennent le nom d'AUC, «Autodéfenses Unies de Colombie ».

Paola :

Une fois on a joué dans un quartier pauvre et quand on sortait faire un tour on nous disait de faire attention. Une fille s'était fait tuer car elle avait porté une chemise qui plaisait pas.

Andrea :

En ville le conflit armé est aussi représenté. Chaque quartier a ses lois en fonction de qui tient le quartier.

En général, la répression atteint des sommets concernant le corps des femmes.

Il y a une forme de contrôle paramilitaire sur les femmes qui ne peuvent porter des minijupes, ne peuvent pas disposer de leurs corps librement. Il y a une logique très traditionnelle de la féminité.

Sandra :

Mais pas seulement sur les punks, la réalité sociale colombienne est très dure envers les femmes. Par exemple, à de nombreux endroits la contraception est interdite. Et l'avortement est tout bonnement impensable. On est dans une situation de soumission extrême, d'esclavagisme ! Elles doivent cuisiner toute la journée et n'ont aucune idée des droits qu'elles peuvent avoir ou d'une existence propre.

Seulement : Mariage, maternité... Et en plus il y a le conflit qui génère des violences supplémentaires. Mais c'est déjà très fréquent en Colombie d'entendre le viol d'une Paysanne. Sur 5 enfants, un s'est fait violer. Par un parent. Et le conflit rajoute. C'est un flux continu



« 20 ans à rompre le silence en criant LIBERTE »

de violences faites aux femmes. Et dans certaines zones, tu ne peux pas arriver avec des tatouages, ou des vêtements qui sortent de l'ordinaire au risque d'être mal perçue et là tu ne peux pas travailler avec les gens. Pour les étrangers de passage c'est plus facile, il n'y a pas d'enjeux. Mais pour les gens de là-bas, il y a un code à suivre.

Andrea :

Depuis l'indépendance il y a une lutte très forte mais ce n'est pas un simple conflit armé. C'est un conflit social.

La Colombie en chiffres :

- 5,2 millions de déplacéEs par la violence entre 1985 et 2010.
- 173 000 assassinats, conséquence de la violence principalement paramilitaire entre 2005 et 2010
- plus de 100 000 disparuEs.
- plus de 100 000 prisonnierEs de la guerre sociale dont 10 000 prisonnierEs politiques (insurgéEs de la lutte armée, d'organisations des droits humains, d'associations de protection environnementale, ou toutE opposantE au régime)
- plus de 2800 syndicalistes assassinéEs depuis 1984 plaçant la Colombie au premier rang mondial
- 2004: 8 millions d'hectares explorés pour la production d'hydrocarbures contre en 2011: 38 millions
- 30% des militaires ont pour fonction de protéger les intérêts capitalistes

Sources : ministère public colombien et ONU

Paola :

Je voudrais parler de ces familles qui habitent sur ces terres où arrivent les grandes multinationales. Ils ont grandi là, leurs parents sont nés là, leurs grands-parents aussi. Ils sont très attachés à cette terre.

Dès lors viennent les multinationales et font partir les personnes en premier et investir les lieux pour exploiter et détruire ensuite la nature et les animaux. Ils fouillent au plus profond possible pour extraire quelques grammes d'or.

Alors pour un bracelet imagine combien de personnes ont du mourir...

du coup ils rendent les terres inhabitables. Parce que tous les déchets toxiques utilisés partent dans les rivières, dans le sol qui ne peut plus être ensemencé.

On est en train de perdre complètement la souveraineté alimentaire, et les terres. Et tu sais comment s'appelle ce projet ? « Latinomeric » !! tu me suis ?... 78 % de la Colombie sont aujourd'hui dédiés aux multinationales, concédés par l'État. Aujourd'hui il y a une lutte impressionnante contre tout ça.

Sandra :

Il y a une chose intéressante c'est les papiers qui sortent de tous les médias de communication sur cette guerre. Il y a une méconnaissance d'une grande partie de la population qui pense que le problème de la guerre viendrait uniquement de la guérilla.

LA NAISSANCE DES GUERILLAS

Avec l'assassinat par les Conservateurs, de Gaitán, leader du parti libéral (9 avril 1948), le feu est mis aux poudres et s'en suit une guerre civile appelée « violencia » où s'opposent des paysans armés par des élites politiques rivales.

En 1964 et 1965, les guérillas d'extrême gauche voient le jour : les FARC-EP (Forces armées révolutionnaires de Colombie - armée du peuple), marxistes-léninistes plutôt stals et l'Armée de libération nationale (ELN, inspirée par l'idéologie guévariste et la théologie de la libération).

Mais aussi : l'EPL (armée populaire de libération) maoïste ; l'ADO autodéfense ouvrière (trotskyste et urbain) ; le Quintim Lamé indigène du Cauca pour la récupération de terres ; le M-19. Et d'autres encore.

Sandra :

Et de la coca... et ce n'est pas le cas. Mais c'est sûr que les médias sont de l'État. C'est pour ça qu'il est primordial qu'il existe des médias alternatifs de dénonciation. Parce que ça peut aider à faire vouloir le changement.

Andrea :

Pour terminer d'expliquer un peu le contexte de ce qu'il se passe en

Colombie... C'est un conflit social avant que cela ne soit un conflit armé. La guérilla est une expression minimale sur les points abordés dans ce pays avec les narcotrafiquants, les paramilitaires... le capitalisme sauvage...

C'est l'un des pays qui a le plus d'inégalités sociales au monde. Dès lors, ce sont de multiples choses mais les gens connaissent uniquement le thème du conflit armé avec les Farc mais c'est d'abord un conflit social, armé.

Ils doivent voir ce que font les multinationales, le narcotrafic. C'est d'une complexité de plus en plus importante. Le thème de la loi par exemple. Tout le processus de paix, le thème des lois comme « justice et paix » qui traite supposément au désarmement des paramilitaires et à leur intégration dans la société civile. C'est une loi d'impunité et de moquerie contre les victimes des crimes d'État.

Les plus hautes peines sont de 8 ans pour des gens comme Mancuso qui ont tué plus de 10000 personnes. C'est le concept de justice transitionnelle pour faire arrêter le conflit et générer un processus de paix avec les paracos.

Il y a une institutionnalisation très forte avec une constitution très forte, l'une des plus modernes du monde. Mais le monde réel de ce pays, c'est le conflit, l'inégalité, la guerre, la violence. Et surtout la violence de l'État.

Quand les USA ont fini par blacklister les paramilitaires ou « **paracos** » comme narcoterroristes, Uribe a dû organiser une démobilisation ultramédiatisée de plus de 30000 paramilitaires par la loi « **justice et paix** » en 2005.

Les paracos continuent sous le nom de « bacrim » (bandes criminelles) à réaliser la sale besogne de l'Armée.

ANA-MARIA, membre de l'ELN, gradée de la guérilla

(2008, par Damien)

Je suis née dans un village tout petit, il y a 36 ans. Et malgré les conditions économiques, mon enfance fut heureuse. Il ne m'est jamais arrivé de dormir sans avoir mangé. J'ai eu la possibilité de jouer, de profiter pleinement de mon enfance. J'ai étudié normalement jusqu'à mes treize ans quand je suis partie à la guérilla, à l'ELN.

Après j'ai continué à étudier mais je faisais déjà partie de l'organisation. J'ai partagé mon temps entre mes études et mon travail dans l'organisation. Pour moi, c'était une fierté et une satisfaction personnelle parce que je faisais ce que je voulais.

Qu'est-ce qui a provoqué la décision d'intégrer la guérilla à 13 ans?

Depuis que j'étais petite, mon père a toujours été en « quête ». Il était toujours en train de lire, de la philosophie... des ouvrages sur Mao, ou sur le Che, ou Lénine. Alors chez moi, il y avait comme une discipline que le dimanche, aucune femme ne devait cuisiner, et du coup c'était mon père et mes frères qui cuisinaient pour tout le monde.

Mon père profitait du dimanche pour réfléchir sur la bible, non pas pour une lecture simple mais comment elle peut s'appliquer à la réalité d'aujourd'hui. Il en profitait pour nous parler de Lénine, du Che... et d'autres.

Croyez-vous en Dieu ou vous êtes athée ?

C'est justement pour des raisons religieuses que nous sommes arrivés ici. En fait, on a appris à croire en Dieu mais en un Dieu vivant... pas en un Dieu qui apparaît dans les airs, ou j'sais pas quoi. Mais plus pour l'homme qui donne sa vie par amour des autres. Y compris ce qui nous anime à faire aujourd'hui, c'est un peu la continuité de tout ça.

Alors à partir de là, mon père a commencé à chercher à rentrer en contact avec les guérillas. Après avoir contacté le M19, il a cherché le contact de l'ELN (ejercito de liberacion nacional).

C'est plus ou moins comme ça que je suis arrivée à l'organisation.

Et pratiquement, à partir de là, je n'ai passé que deux Noël avec ma famille, en 22 ans. C'est en 1990 que nous avons prévu de nous réunir. Le 28 octobre, ils ont tué mon frère. Il était sur un site d'où les militaires l'ont tué. Malgré tout, on s'est réunis avec ceux qui restaient. Ce fut une rencontre très joyeuse, mais aussi très nostalgique.

Mon autre frère dans son ivresse, pleura et nous demanda d'être heureux car on ne saurait pas la fois prochaine combien d'entre nous allaient manquer. L'année d'après, il n'était déjà plus là.

Et à part vous, d'autres membres de la famille ou amis sont entrés à la guérilla ou vous étiez la première ?

Avec moi, quand on y est allés...

J'y suis allée avec ma sœur aînée, et des amis. On était quelque chose comme 25. Peu après, mon frère a suivi, et deux autres sœurs. Et après on y était presque tous. Mon père resta pour s'occuper de ma mère qui avait un problème de santé. Après il nous a rejoints lui aussi. En fait il travaillait déjà pour l'organisation mais chez lui.

Comment s'est passé l'entraînement ?

Très dur. C'était un entraînement très difficile parce que le compagnon qui nous formait militairement était très strict. On pouvait par exemple avancer sur des terrains pires que celui-ci et pleins d'obstacles. Alors, on le faisait avec plein d'entrain et de volonté. Tous les jours on attendait ce qu'on allait apprendre de nouveau. Personne ne disait : « je suis fatigué, je m'ennuie ou je ne veux pas continuer ». Tout le monde pensait que c'était ce qu'il fallait faire.

Quels ont été les objectifs de l'entraînement ?

Faire une ligne de feu, avancer tactiquement...

et de la formation politique ?

A la guérilla, on est tous égaux. Mais on n'a pas tous compris le sens de ce concept d'égalité. Égalité, c'est-à-dire égales aux hommes, en force, en tout. Ils nous parlèrent aussi par exemple d'Histoire. De l'Histoire des Indiens à aujourd'hui, des différents mouvements révolutionnaires d'Amérique Latine. Leurs différentes visions politiques, leurs idéologies. Le cas de chaque guérilla de Colombie : l'EPL, les Farc, le M19, l'ELN.

On était assez tranquilles parce qu'il n'y avait alors pas d'hélicoptères au-dessus de nos têtes. C'étaient des jours de classe normaux sans rien pour les interrompre.

Le compagnon instructeur à chaque fin de thème faisait une évaluation y compris sur la partie culturelle et notre participation à des événements culturels.

Les dimanches à la guérilla, il y un événement culturel. Alors là, on ressort les chants, les danses, les pièces de théâtre. Ce sont des pièces faites par la guérilla. Par exemple sur le machisme, la prostitution... sur les élections.

Combien de temps dure l'apprentissage ?

La première phase dure 3 mois... environ 6 mois en tout.

Ensuite on a survécu à un massacre. 13 civils ont été assassinés. En fait il y a eu la mort de ma mère. Et mon père s'est remis en couple avec une compagne. Ils allaient avoir un enfant. Elle s'est arrêtée pour maternité. Ils ne l'ont pas tuée en tant que guérillera mais parce que sa famille n'a pas voulu vendre un bout de terrain à un narcoparamilitaire.

Alors ils ont tué toute la famille. Ce n'était pas l'AUC mais directement les militaires. Quand on a appris ça, on a regardé les infos à la télé qui disaient que des ELNos avaient été tués. Le commandant du bataillon a dit que quand les forces publiques sont allées vers cette maison, elles se sont retrouvées face à une rafale de tirs de mitraillettes ou de fusils. Et puis je ne sais pas quoi encore pour justifier tout ça. Nous on s'est dit que peut-être ils avaient attendu qu'ils dorment pour les tuer. Quand on a su les noms : c'était : Juan Gomez, Bertha Gomez, Beatrice Gomez, Pedro Gomez... c'est absurde que tous les guérilleros portent le même nom de famille.

Il y avait un bébé d'un mois, ma petite sœur de 6 mois, d'autres enfants aussi qui étaient gardés à la ferme. Donc il y avait pas mal d'enfants.

C'est une situation qui a eu un impact très fort...

Surtout de la manière dont ils ont procédé.

Par exemple, à un jeune de 25 ans, ils lui ont coupé les jambes.

Aux plus jeunes, ils leur ont arraché les yeux. Ils les ont obligés à se vêtir d'uniformes. D'autres ont été habillés une fois morts.

Les Faux Positifs

sont les personnes maquillées en guérilleros pour faire du chiffre. En bas de la hiérarchie, les soldats ramenant des faux guérilleros ont eu droit à des primes et des permissions, et en haut, les généraux se targuaient d'accomplir leur mission et de justifier ainsi les milliards investis par les USA dans les deux Plans Colombie successifs.

Des milliers de personnes ont ainsi été tuées, dont 2500 handicapés mentaux et de nombreux indigents des rues à qui l'on promettait du travail avant de les assassiner.

Des trafiquants ont ainsi profité de vendre leur « marchandise » aux militaires pour moins de 200 dollars par tête.

Il y a eu une commission internationale spéciale d'investigation sur ce qui se passe ici en Colombie, qui est allée voir les victimes : les uniformes étaient en parfait état. Mais pour les impacts de balle ? Les uniformes n'avaient rien. Alors il y a eu une enquête.

Ce commandant-là avait déjà été impliqué dans d'autres massacres : celui d'Uraba... à Cordoba. Il avait déjà tout un historique.

Il y a eu ces dénonciations dans les médias. Alors ils se sont rétractés en inventant des excuses comme quoi à aucun moment ils n'avaient été dans la région, que ça avait dû être les paramilitaires.

Mais le commandant a fait une erreur, parce qu'ils y avaient déjà été et il l'avait même dit avant.

Vous vous rappelez du premier ennemi abattu ?

C'était un paramilitaire. Je n'ai pas ressenti de joie mais plutôt la sensation d'avoir accompli la justice alors qu'il avait commis des choses atroces : il avait tué des gens, fait s'enfuir des gens sous la menace.

Les gens du coin se sont alors sentis soulagés de ce monstre qui se croyait invulnérable.

Donc pour nous, on était en train de rendre justice, et pas de commettre un assassinat. C'était la seule option parce qu'il avait été prévenu qu'il devait changer d'attitude. Il ne l'a pas fait.

À la fin de la guerre froide, la présence militaire des USA ne peut plus se justifier par la lutte contre le marxisme-léninisme et un nouveau discours fait son apparition. La US Army conseille ainsi de mettre l'emphase sur un lien, réel ou inventé, entre les guérillas et le narcotrafic, permettant au Pentagone de poursuivre le démantèlement des mouvements contestant l'hégémonie américaine tout en se parant d'une position morale inattaquable face à l'opinion publique.

La thèse de la « narcoguérilla » est posée et la « guerre à la drogue » lancée en 1989. En 2000, les USA investissent près de 9 milliards dans les Plans Colombie. En échange, des bases militaires américaines ont pu investir la Colombie comme point d'ancrage en Amérique Latine.

C'est quand les narcos ont été menacés de séquestration par la guérilla, qu'ils se sont liés aux paramilitaires pouvant alors les défendre, eux et leurs labos.

TIO – commandant du front sud-occidental de l'ELN

(2008, par Damien)

Pouvez-vous expliquer quels sont les recours économiques du mouvement ?

L'organisation au niveau national tient une politique de contributions fiscales ayant des règles reposant par exemple sur la capacité de la personne. Donc il y a des règles d'impositions, des logiques. Il est difficile de tomber sur un accord avec certaines personnes aux très forts revenus. Dès lors il nous faut recourir à leur rétention. Après ça, c'est alors possible de négocier. Pour les couches moyennes, on arrive à une imposition qui s'obtient avec justesse. C'est-à-dire un dixième des revenus. On se finance de cette manière.

Quand vous parlez des classes moyennes, à partir de quel niveau de ressources vous pensez que l'impôt doit être donné ?

Selon la règle, des gens qui sont au bas... on arrive à un accord de 10%.

Vous parlez des personnes aisées voire riches mais j'imagine qu'il y a une limite au-dessous de laquelle vous ne demandez rien, non ? Aux Paysans...

Normalement oui, il y a une limite. Les gens qui ont une vie difficile, sont écartés de l'impôt. Alors c'est un don fait volontairement par beaucoup de gens.

Donc à partir de quel niveau de ressources vous ne réclamez rien ?

Les gens, on va dire, qui ont peu d'argent, si ils contribuent, ils le font volontairement. Ça peut être aussi avec le don d'une vache ou de quelque autre manière.

Pour les gens qui ne veulent pas donner l'impôt révolutionnaire, il y a donc rétention...

Il y trois types de rétention :

- les économiques effectivement, pour en obtenir des accords.
- celles d'ordre politique qui servent à une dénonciation. Par exemple, avec le cas d'un corrompu ou pour une quelconque communication publique que l'on veut faire entendre.

Les rétentions ainsi faites n'ont été alors que momentanées.

- enfin celles des prisonniers de guerre, c'est le cas des policiers, des soldats que l'on capture après une confrontation. Mais qui se terminent rapidement. Jamais on a gardé des gens pendant des années. Très vite ils ressortent avec un message pour le gouvernement. En ce moment, je sais que nous n'avons aucun retenu politique ni de guerre. Pour les autres, je ne pourrais pas le dire.

Ici, nous sommes dans la zone de la coca. Depuis toujours, l'ELN dit vouloir se tenir à l'écart du commerce de la coca. Comment faire alors avec les paysans qui en vivent ?

On a toujours eu un discours assez catégorique sur le trafic de drogues. Mais la réalité du pays est tout autre. Ici c'est une situation obligée. Si les Paysans doivent recourir à ces cultures illicites c'est pour pouvoir survivre. De fait, l'État devrait les soutenir pour leur permettre de cultiver d'autres produits qui ne seraient pas illicites comme la coca, l'opium ou l'herbe.

En ce sens, nous ne partageons pas les cultures illicites comme principe de l'organisation.

On ne s'est jamais fourvoyés dans ce registre. Alors comment aider les Paysans, comment impulser d'autres types de cultures... Nous sommes très clairs et savons bien que les cultures illicites ont fait beaucoup de mal au pays et en font toujours. Il faut faire un effort pour les éradiquer mais pas de la manière posée par l'État. S'il n'y a pas de produits de remplacements, avec un appui technique, économique, commercial... Ça demande une vision à long terme. Mais de la manière dont agit l'État, non. Parce que ça ne fait qu'augmenter encore plus cette nécessité. Aujourd'hui il peut y avoir des fumigations mais demain, le paysan n'a pas d'autre alternative et devra semer à nouveau.

Pourquoi ne pas profiter de ce moyen comme le font presque tous les acteurs du conflit, comme l'État lui-même, les paramilitaires ?

Non, jusqu'à présent, l'organisation a maintenu le principe de ne pas s'impliquer dans ce commerce de stupéfiants pour des raisons éthiques. Parce que le narcotrafic a fait beaucoup de mal au pays.

C'est vrai que le narcotrafic a atteint les plus hautes sphères de l'État causant ainsi un grand nombre de morts, de disparus et la corruption. Et une quantité de choses qui en ont fini avec les valeurs culturelles du peuple colombien. On peut résumer que tout ce qui se passe en Colombie est le fruit du trafic.

Parlons un peu du processus de paix ou des négociations (entretien datant de 2008). Elles paraissent aujourd'hui très lointaines . Qu'en pensez-vous et quelles seraient les conditions requises pour que s'arrête la guerre ?

Nous avons analysé d'autres processus comme pour le cas du M-19, de l'EPL et du Quintim Lamé qui se sont démobilisés et ont rendu les armes. Mais on n'en a pas vu les résultats. Nous autres, nous voulons la paix mais la paix pour tous. Et ça, l'État ne s'en préoccupe pas. Il veut en revanche que nous rendions les armes, que nous tombions les armes, que nous nous démobilisions... Quant à nous, les points principaux sont la faim, la misère, le chômage et l'éducation, la santé [...]. Il est très difficile de développer un processus de paix avec ce gouvernement d'Uribe qui veut un plan de guerre, alors que nous, nous voulons la paix.[...]

On vient de quitter la convention nationale car nous voulions que tous les secteurs sociaux nous rejoignent. Car ce n'est pas qu'un problème entre le gouvernement et les guérillas. Le problème ici est structurel. La convention nationale est un espace de rencontre où peuvent venir tous les secteurs du pays y compris les organisations fraternelles. Où de manière collective nous allons poser une paix beaucoup plus importante, [...]. Nous ne voulons pas parler pour les communautés. Et pour que se réalise une véritable paix dans ce pays, il faut que les choses se fassent de manière graduée. Nous sommes conscients que les choses ne vont pas changer en un an. Ça peut durer 20 ou 30 ans ou plus. On pourrait mettre entre parenthèses les armes s'il existait un processus sérieux de paix.

Nous, on garde nos armes parce que dans ce pays il n'y a pas de liberté d'expression, parce qu'il y a une iniquité tenace dans la société. On condamne un guérillero à 40 ou 50 ans alors qu'un chef paramilitaire qui a perpétré des massacres, fait disparaître des gens et volé les paysans, prend 7 ou 10 ans. Ce n'est pas juste.

Les paramilitaires sont le bras armé de l'État pour la sale guerre. Militaires ou paramilitaires... c'est la même chose. Quand on me demande : pourquoi ne pas faire de la politique sans armes.... c'est parce qu'il y a déjà eu cette expérience...

Terrorisme d'État & « Sécurité Démocratique »

Face à l'ampleur des crimes imputés à l'État (militaires, polices, paramilitaires), on parle de « terrorisme d'État », qui infuse une terreur généralisée dans le but d'assurer l'obéissance et la collaboration active de la population.

Selon cette politique : toute personne qui refuse de collaborer aux activités militaires de la force publique est « suspecte » et donc présumée auxiliaire de la guérilla. Via le « réseau d'un million d'informateurs civils » lancé par Uribe, les civils collaborateurs devaient signaler aux autorités toute activité suspecte.

Ainsi toute critique des élites du pays est automatiquement assimilée à l'insurrection armée ou « terrorisme » pour être éliminée. Les opposantEs politiques sont les premières cibles de la stratégie des assassinats sélectifs. Voir ci-après les témoignages de Tania et de

Carolina poussées à la clandestinité. La Colombie est également au premier rang pour le nombre de syndicalistes tués.

Conflit de basse intensité et stratégie paramilitaire

Outre les actes de torture attribués prioritairement aux mercenaires classiques de l'État (police, armée), la majorité des crimes est attribuée aux paramilitaires avec en 5 ans, environ 200 000 assassinats et des milliers de disparus.

Le rôle du paramilitaire ou « paraco » est à la fois de protéger les intérêts des propriétaires terriens et l'implantation des transnationales (Coca-Cola, Chiquita, BP, Perenco...) mais aussi de faire le « nettoyage social » pour éliminer non pas les insurgés, comme Uribe l'a soutenu dans les médias, mais la population civile dont :

les syndicalistes ; les étudiantEs gênantEs... et les opposantEs de l'Union Patriotique (UP), parti d'extrême gauche dont les membres ont été décimés dans les années 80 soit environ 7500 personnes, les militants, les communautés qui ont massivement voté pour l'UP...), véritable génocide politique ou plan d'extermination appelé « **baile rojo** » (danse rouge).

Mais aussi les « déviantEs » : les enfants des rues, les punks, les « improductifs »... Les IndienNEs, les AfrodescendantEs, les PaysanNEs, ne voulant pas quitter leurs terres.

Les moyens utilisés sont la terreur des populations par des massacres sur des vivantEs à la tronçonneuse à la campagne et les couvre-feux dans les quartiers pauvres urbains. Après 18h, chaque personne trouvée est liquidée. On parle aujourd'hui de 3000 fosses communes en Colombie, de 250 000 mortEs et de 100 000 disparuEs.

TANIA – gradée de l'ELN

(2008, par Damien)

Mon nom ici dans l'organisation de l'ELN est Tania.

Mon père était paysan. Il travaillait toujours avec les gens et faisait

partie du comité d'action du village. Alors il s'impliquait beaucoup dans les programmes sociaux. Il était toujours préoccupé de ce qui se passait dans la région et des problèmes que la communauté avait pour s'organiser et avoir de meilleures conditions de vie. Il parlait toujours de Fidel Castro et des luttes sociales.

Je n'avais pas la possibilité d'étudier ici dans la région et mes parents m'envoyèrent chez ma grand-mère. Je suis rentrée au lycée et j'ai commencé à faire partie du comité lycéen, et à lire beaucoup.

Des compagnons parlaient des mobilisations, de la situation du pays et au niveau mondial. Et on a commencé à s'inscrire un peu plus dans les luttes contre, entre autres, les paramilitaires, les massacres qu'ils commettent, et les raisons des déplacements forcés.

Mais aussi les raisons de tant de misère dans notre pays... les raisons qui font qu'il est si difficile de suivre une éducation. [...] Donc on a commencé à analyser toute cette situation avec les compagnons de classe, à s'organiser, à faire des marches de protestations, contre l'éducation réservée aux riches du pays.

À quel âge ?

À peu près vers 14 ans. D'ailleurs je me rappelle d'un jour où l'on a commencé à marcher, de manière pacifique et tout... pour réclamer une meilleure éducation, contre la privatisation des collèges, des écoles. C'est sûr qu'elle se faisait difficilement, le niveau était plus bas et les profs partaient.

Alors la police anti-émeute [les « ESMAD »] est arrivée. On a reçu du gaz lacrymo et ils ont pris un de nos profs, ils l'ont frappé. On a protesté ensemble. S'ils avaient continué à le frapper sans qu'on ouvre la bouche, ils allaient le garder et on n'aurait pas pu le récupérer. Alors nous aussi, on a frappé comme eux. On a pris des pierres et on les a lancées contre la police. Ils ont pris d'autres compagnons et devant tout le monde, ils les ont frappés et ont commencé à filmer comme si nous étions déjà des guérilleros. Ils ont accusé le prof et les compagnons d'être des guérilleros. Alors qu'on ne faisait partie d'aucune organisation sinon qu'on luttait et protestait pour nos droits. On réclamait ce qui était normalement à nous.

Ils prenaient des photos lors de manifestations et on a commencé à

être fichés.

Ils ont ensuite ordonné mon arrestation parce que j'étais une lycéenne engagée, militante et parce que je perturbais les intérêts de l'État. J'étais déjà cataloguée « guérillera ».

Du coup, on a commencé à parler de tout ça avec des compagnons et j'ai fini par connaître l'ELN. Ça m'a intéressée. Puis ils m'ont contactée et m'ont dit : « vois si tu veux faire partie de notre organisation, pour aider à organiser et à faire partie du processus. »

Je lui ai dit : « bon, je veux savoir comment c'est réellement ». Et j'ai ensuite cherché des renseignements en discutant avec des compagnons.

Parce que l'État avaient déjà commencé à me chercher.

Par ici, prendre les armes est l'unique option qu'on peut avoir. Si on reste dehors à mener des luttes avec les gens.... le résultat c'est qu'on se fait assassiner.

C'est toujours ce qu'il se passe dans notre pays. Alors j'ai du venir ici pour continuer la lutte.

Pourquoi avoir choisi l'ELN plutôt qu'une autre guérilla ?

J'analysais un peu les FARC comme étant très radicaux, sectaires...si tu veux entrer dans les FARC, il y a une ligne très stricte à suivre. Et je me suis dit que ce n'était pas pour moi.

Les seules fois où j'ai été en rapport avec les FARC ou certains de leurs militants, j'ai vu qu'il y avait seulement ce qu'ils disaient et stop ! Quant à l'EPL, il s'est démobilisé et peu de gens y restaient à ce moment-là. Je me suis toujours vue avec l'ELN. Je m'en sentais proche.

Est-ce que tu es passée dans l'ELN urbain ?

Oui. Mais comme j'étais un peu, comme on dit ici, « grillée », je ne pouvais pas beaucoup rester en ville. Je ne suis restée que quatre mois.

À quel âge as-tu intégré l'ELN ?

15 ans. Comment s'est passée l'arrivée ? On a mis des bottes pour venir jusqu'ici et le commandant me demanda si je m'incorporais à plein temps ou temporairement. Je lui ai répondu que je venais pour du long terme. Il m'a expliqué alors : « si tu entres dans l'organisation , il n'y a pas de retour possible.

Parce que c'est une compromission faite avec l'organisation. » [...] Alors j'ai choisi mon nouveau nom. C'était celui de l'une des compagnes du Che.[...]

Qu'est-ce qui te fait le plus peur ?

C'est quand je suis en permission. Je pense à la prison et ça m'angoisse. C'est en dehors que j'ai le plus peur. Parce que s'ils m'attrapent... je risque la torture.

À un compagnon et son oncle qui n'avait rien à voir, les paramilitaires les ont torturés avec de l'acide, leur ont coupé les doigts et les ont décapités. Ils n'étaient même pas armés.

En plus en prison, pour les prisonniers politiques, les conditions sont encore plus dures. Je sais que si je m'en vais le pire m'arriverait.

Comment tu vois ton futur ?

Jusqu'à la mort ou la victoire...

Si tu n'étais pas guérillera aujourd'hui, tu penses que tu aurais fait quoi ?

J'aurais continué mes études et je travaillerais avec les communautés, mais de manière plus clandestine. Parce que je l'ai fait de manière trop publique... c'est pour ça que j'ai dû intégrer l'organisation.

Concernant le fait d'être une femme dans la guérilla...

C'est difficile parce qu'on est dans une société machiste. Et les hommes guérilleros viennent de là. Donc on doit travailler pour devenir un autre homme et une autre femme. Beaucoup de compagnes ont montré que les femmes avaient des capacités et un rôle fondamental dans ce processus.

Camillo Torres [un prêtre devenu guérillero, une des figures de l'ELN] disait que les femmes sont deux fois plus exploitées et doivent être deux fois plus révolutionnaires. Il y a des femmes leaders qui sont des exemples à suivre et à admirer.

Est-ce que tu rencontres des difficultés à commander des hommes ?

Une fois un homme m'a dit qu'il ne voulait pas suivre les ordres d'une femme. Donc je lui ai expliqué qu'il le devait. Et ça s'est résolu.

Les commandants soutiennent les femmes gradées.

Les prisonnierEs de guerre sociale

La Colombie compte plus de 10000 emprisonnéEs ditEs « politiques ». Les combattantEs des guérillas (environ 1500 personnes), les prisonnierEs politiques de conscience, les prisonnierEs politiques victimes de montage judiciaire, parfois simplement au mauvais endroit, au mauvais moment mais pauvres donc dangereuSes.

Illes ont droit à encore plus de tortures, de tentatives de meurtres ou d'empoisonnement que les autres prisonnierEs de la guerre sociale.

Comme dans de nombreux pays, les soutiens reviennent généralement aux personnes engagées politiquement et non aux violeurs. La Colombie ne fait pas exception. Les comités luttent pour faire reconnaître le caractère politique de la lutte des insurgéEs, faire reconnaître la base sociale de l'insurrection armée niée par le gouvernement et appuyer les échanges de prisonnierEs de l'État contre ceux des guérillas. Illes sont alors démarquéEs des prisonnierEs de « droit commun ».

Cette distinction en deux types de prisonnierEs, mis à part le fait qu'elle donne un indicatif certain de la répression sur les opposantEs, fait que les autres 95000 personnes passent inaperçuEs, comme si leur emprisonnement était normal.

Pourtant comme dans tous les autres pays démocratiques, les prisonnierEs sont les pauvres, la classe dangereuse pour l'État, les bourgeois et leurs biens.

En 2010 le taux de pauvreté est de 44% sur 50 millions d'habitantEs. 12% sont en dénutrition. Ces dernières années, le taux d'incarcération a considérablement augmenté. Avec Santos, la démocratie se veut un peu plus propre que sous celle d'Uribe. Un peu moins de pauvres tuéEs, pour plus d'incarcérations.

105 000 détenus se massent dans les 144 prisons du pays (dont 62 pour femmes), contre 50 000 en 2002 et 80 000 en 2010.

À la torture qu'est déjà l'enfermement, s'ajoutent d'autres tortures physiques et mauvais traitements assurés par les matons, leurs directeurs et les membres de l'armée.

Punitions collectives (restrictions d'accès à l'électricité, à la nourriture, à l'eau potable comme à la prison de Valledupar), isolement, pression sur les proches en visite, simulacre d'exécution, passages à tabac, mise à nu,

placement dans la position du « scorpion » (pieds et poings menottés), aspersion de gaz lacrymo, agressions sexuelles et asphyxie... comptent parmi les pratiques les plus courantes.

CAROLINA, membre de l'ELN

(2008, par Damien)

Peux-tu parler d'où tu viens et de ce qui t'a poussée à intégrer l'ELN ?

Mes racines sont paysannes. Je viens d'une famille très chrétienne, très collée au christianisme, à un christianisme libertaire.[...]

Mais il fallait aller plus au fond vers une transformation structurelle.

Toute petite, j'ai commencé à partager ces idées. Ma famille participait à des organisations populaires, comme à des comités de jeunes, des coopératives d'épiceries. Mon père avait intégré l'assemblée du hameau et en était un peu le meneur.

Dès lors on propageait l'idée de libération. On nous apprenait aussi à nous défendre en tant que femmes. À mes 13 ans, on a été directement touchés par la violence. On a pu voir ce qu'était la sale guerre dans ce pays. Elle a forcé les portes de notre famille, de celles de nos voisins, celles de notre village. Elle nous a touchés, c'était réel.

Ça nous a donné les raisons de prendre le chemin que tant de personnes connaissent... pour des raisons politiques. Dans ce pays, celui qui parle est descendu... J'étais encore enfant quand mon frère a été capturé parce qu'il était un meneur.

Par les paramilitaires ?

Par la police.

Et la persécution commença... jusqu'au jour où l'on s'est dit que si l'on ne sortait pas de cet endroit, de cette zone, en quittant tout, nous ne vivrions plus, mes parents, mes frères et sœurs et moi.

Et pour ton frère ?

Ils l'ont capturé, l'ont torturé plusieurs jours et comme il n'y avait pas de problèmes, ils l'ont libéré. Mais après, ils l'ont battu, énormément. Et l'ont menacé que si nous ne quittions pas la zone, ils nous tueraient

ou qu'ils feraient un montage judiciaire pour trouver une preuve quelconque... De fait, on connaît tant de gens qui ont disparu... des disparitions massives.[...]

Après, j'ai été témoin d'un massacre fait directement par l'armée. Ils ont publiquement dit qu'il y avait des guérilleros qui avaient combattu alors qu'il n'y avait que des familles. Des familles à moi, qui n'étaient pas des guérilleros. Ils ont tué deux familles complètes.

Une adolescente de 15 ans a été torturée, violée puis assassinée. Et savoir ce que c'est en vrai, ce genre de choses...

J'ai aussi un autre frère qui a disparu. La famille a beaucoup été touchée.

Le fait de faire partie d'une organisation sociale, à une coopérative, à quelque chose qui gêne... C'est un délit dans ce pays.

Alors tout ce genre de choses implique que la personne est marquée. De là, ça lui montre un chemin à suivre, pour défendre la cause des pauvres.

Dans ce pays, il y a une division des classes sans classe moyenne. On est pauvres ou riches. Ça influence forcément la décision d'intégrer cette cause, cette cause libertaire.

À quel âge, tu t'es rapprochée de l'ELN ?

J'ai commencé à connaître l'organisation vers 12-13 ans.

Après avoir vu ces déplacements forcés, et ces menaces... je connaissais déjà le M-19. Dans la région où j'étais, l'ELN a commencé à apparaître. Et justement ils sont arrivés avec un message auquel s'identifiaient tous ceux qui ont souffert, tous ceux qui ont vu les déplacements. Je suis rentrée en contact avec eux et deux ans après, j'ai décidé d'intégrer l'ELN... Voilà, c'est mon histoire.

Contre-réforme agraire en faveur du capital

La stratégie paramilitaire déployée par l'État vise avant tout à réaliser une contre-réforme agraire. Cet objectif caché de la guerre explique le nombre de réfugiés internes. La Colombie est le pays qui présente le plus haut taux de déplacement interne de la population. Depuis 1985, plus de 5,2 millions de personnes ont été victimes de déplacement forcé et vont dans les quartiers pauvres en périphérie des villes, le centre

ville de Bogota ayant été « nettoyé » des plus pauvres.

En 2009, près de 10% de la population était affectée par les déplacements forcés. Ainsi, environ 6 millions d'hectares de terre ont été arrachés par la violence à leurs propriétaires (petite paysannerie, communautés afrodescendantes et indigènes).

Sur ces terres, on trouve des projets agro-industriels ou d'exploitations minière, pétrolière et forestière directement financés par des programmes du gouvernement. Ils visent la réinsertion des « paramilitaires démobilisés » ou les cultures « alternatives » à la coca (Plan Colombie).

Après que les populations ont été déplacées, les firmes étrangères peuvent s'installer sans craindre l'opposition. Elles auront ensuite tout le support militaire nécessaire pour « sécuriser leurs investissements » (*sic*).

Depuis 2010, le président Santos, élu démocratiquement, ancien ministre de la défense d'Uribe, moins proche des gros propriétaires terriens que son prédécesseur mais tout autant impliqué dans la « Sécurité Démocratique » et les « Faux Positifs », base le « développement » de la Colombie sur leurs exploitations, en tant « locomotive » de la nation pour arriver non sans ironie à une « prospérité pour tous ». La novlangue a décidément de beaux jours devant elle.

Les pourparlers de paix actuels avec les FARC sont donc importants pour Santos afin de ne pas mettre en danger les extractions minières d'ores et déjà prévues.

Santos a en effet mis la moitié de la Colombie sous concession dont 70% de la zone andine. Pour les IndienNEs Nasa du Cauca, aujourd'hui c'est l'équivalent d'une deuxième conquête. La situation n'a jamais été aussi violente.

Devant l'arrivée massive des transnationales pour l'extraction de l'or, les Nasa du Cauca dénoncent les groupes armés, servant les capitalistes étrangers ou allant vers un capitalisme d'État.

Les négociations entre les FARC et l'État

Depuis 2012, des pourparlers de « paix » sont en cours à Cuba. Santos, président depuis 2010 a besoin de cette paix pour faire du profit avec les concessions minières mais aussi pour rentrer dans l'Histoire (on

peut facilement imaginer qu'un prix Nobel lui sera décerné comme remerciement d'avoir mis fin à une guerre qui dure depuis 1948...). Plus faibles aujourd'hui que dans la fin des années 90 à cause du plan Colombie, les Farc préfèrent peser pour négocier. L'ELN reste réticente à se joindre aux tables de négociations, bien qu'un accord entre les FARC et l'État l'affaiblirait trop pour continuer seule. Les IndienNEs Nasa du Cauca ne se font aucune illusion sur ces pourparlers de paix (voir plus loin un texte plutôt incisif).

Ces négociations ne sont pas les premières mais les troisièmes. Les premières ont eu lieu en 1984. Le président Bétancour avait promis une ouverture démocratique avec des réformes sociales et agraires et aurait demandé aux FARC de créer un parti. Certains d'entre eux comme Ivan Marquez (un des commandants des FARC aujourd'hui et chef des négociations de paix avec l'État) ont quitté la forêt pour trouver une solution politique au conflit avec l'Union Patriotique. Victime de son succès (de nombreuses municipalités, plusieurs députés dont Ivan Marquez, 5 sénateurs), 7500 militantEs de l'UP, ses éluEs et même des villages ayant massivement voté pour l'UP furent exécutéEs sur sept ans. Faute de candidatEs vivantEs, le parti a fini par se dissoudre. On parle de génocide politique et de « survivantEs » de l'UP, comme Marquez qui dut retourner à la clandestinité pour ne pas se faire assassiner.

Les deuxièmes négociations de paix des FARC ont eu lieu en 1998-2000 alors qu'en même temps le Plan Colombie était négocié avec les USA. Selon Maurice Lemoine, les négociations ont surtout servi à gagner du temps avec les FARC qui étaient à leur apogée. Le premier volet des négociations actuelles était sur les « réformes agraires », portant en réalité sur les terres non encore cultivées. Les latifundistes peuvent dormir tranquilles. D'autre part, les FARC ont négocié des « réserves paysannes » sur le même modèle que les réserves indiennes où la propriété est collective. Ce premier point de négociation a ainsi abouti à un accord avec l'État, comme l'ont signalé les FARC dans un communiqué le 25 mai 2013. Le prochain thème des négociations portera sur la place en politique des FARC.

=>Pour voir les communiqués des différents mouvements armés d'Amérique latine: <http://www.cedema.org>

Analyse de l'accord de paix entre l'Etat et les FARC depuis la perspective des exploités et des peuples autochtones.

Ce texte trouvé sur le site de l'ACIN (Association des Cabildos Indigènes du Nort-cauca) en octobre 2012, a été écrit par Manuel Rozental, réfugié au Canada.

« En fait, c'est le moment du partage du butin de guerre. Ce qui a changé à force de terreur et de mort est évident : les FARC n'exigeaient déjà plus une transformation structurelle du régime et ne luttaient plus contre le système.

Depuis quelques temps, c'est une guerre pour des réformes, importantes, mais des réformes sans altérer le modèle dans son aspect essentiel: le « libre-échange ».

Le pays se livre aux transnationales et la Colombie est le fer de lance d'un projet transnational dans la région. Le processus de paix est en fait une trêve et un accord entre les groupes armés. Cet accord garantira tout d'abord une solution juridique aux impliqués, des conditions matérielles de « réinsertion » et, accessoirement, un « processus » pour faire des réformes à long terme (que personne n'entend réaliser).

Au milieu, il y a un énorme butin en terme de ressources, de territoires, de projets, etc. Chaque bande en obtiendra une part au cours de la négociation. Personne ne veut être sur la touche pour ne pas perdre sa part.

Dans ce contexte et compte tenu de l'immense lassitude d'une guerre contre les peuples, je pense que la meilleure chose qui puisse arriver est la suivante :

1. qu'ils signent (dès que possible et avec le moins d'ingérence extérieure possible) un accord pour faire taire la guerre entre insurgés armés et l'État. Ce n'est pas la paix, mais la fin de cette guerre.
2. Que ça puisse donner de l'oxygène aux mouvements de la base, pour qu'ils profitent en fin de compte, de ne pas être identifiés par un groupe ou un autre (pour être éliminés ou stigmatisés), et pour qu'ils se mobilisent ouvertement avec leurs propres agendas et contre le modèle du libre échange.
3. Que ceux de la soi-disant « société civile », les partis, les syndicats, les ONG qui ont profité du processus et ont eu l'intention d'y participer pour en obtenir des bénéfices et une part du butin, soient exposés à la lumière, pour que les collectivités puissent faire facilement la différence, sans cette guerre omniprésente, entre « nous » et « eux ». [...]

Cela aurait des implications stratégiques de fond [...].

1. L'extrême droite fasciste veut la guerre parce que là-bas se joue son argent et son pouvoir et va semer la terreur contre le projet de paix de Santos. Avec ça, elle pense exclure les alternatives.

Le seul choix qu'il reste, c'est la paix de Santos et des FARC/ELN ou la guerre perpétrée par les fascistes.

Avec les deux, la droite gagne. Mais avec la guerre, le butin est seulement pour ceux de toujours, tandis qu'avec cette paix, le butin se répartit entre eux et les dirigeants du processus, les ONG et les partis.

2. La gauche traditionnelle et les partis veulent participer à la négociation comme si c'était pour une transformation du régime.

Mais, ce n'est pas ce qui est négocié. Il n'y a pas non plus les conditions ou la capacité pour le faire. Parce qu'en général, ils accepteront le modèle du libre échange.

La seule chose qu'ils obtiendraient c'est de transformer un processus qui se veut court et concret en un plus long et compliqué, où l'échec est quasi inévitable.

Alors qu'ils signent vite pour qu'en dehors de ces tables de négociations, se mobilise le peuple, et se consolide son programme contre le modèle dominant et pour un pays autre qui ne tombe pas dans ce genre d'accords.

La fin de la guerre est une chose et la construction de la « paix » en est une autre. [...]

Ils veulent tous faire partie de ce cirque et participer à un éternel processus pour en tirer des bénéfices.[...] Cette guerre et cette trêve viennent d'eux et sont contre les peuples. La paix des peuples vient d'en bas et de l'intérieur du peuple !! ».

<http://www.pueblosencamino.org/index.php/quienes-somos/lectura-de-contexto/370-colombia-dialogos-farc-estado-una-lecturaestrategica>

Rencontré au moment d'une assemblée communautaire à Corinto (Nord du Cauca) en avril 2012, Juan Houghton, nous éclaire sur l'apport du processus indigène dans la convergence de luttes et oppose certaines stratégies d'action (lutte légaliste non violente, actions médiatiques, actes individuels, avant-gardisme) à la recherche d'expériences collectives.

Construction de pratiques d'autonomie : L'apport du processus indigène

(par Bernardine, 2012)

Est-ce que tu peux nous présenter ton travail au sein de l'ACIN?

Je travaille au sein de l'ACIN. Il s'agit d'un centre d'études interculturelles, où nous essayons de développer une ligne d'investigation participative. L'objectif est d'approfondir nos connaissances sur l'organisation des communautés. Ce travail se réalise depuis plusieurs années à travers l'école de formation politique que nous appelons « l'école des tisserands de vie ». On dit "tisserands" parce que l'organisation à construire s'entend elle-même comme un "tissu" dans lequel personne n'est plus important que d'autres.

Nous faisons tous partie d'une même chaîne depuis laquelle nous développons nos possibilités d'organisation, notre capacité de réponse face aux interventions de l'État.

Disons qu'une des vertus qui existe dans le processus indigène du Nord Cauca c'est la conviction que c'est en avançant jusqu'au dernier, avec le moins formé, avec le plus désemparé, que l'organisation tient.

Considérée par les IndienNEs comme libre et sans frontière, la terre est moteur de résistances mais aussi objet de lutte. Dès lors, quel est l'état des relations avec les autres communautés, les PaysanNEs et AfrodescendantEs?

Le travail conjoint est une constante. L'arrivée des Afrodescendants s'est faite il y a tellement longtemps que les Indiens reconnaissent la légitimité des droits territoriaux de cette communauté. Les échanges

culturels sont importants. Il n'y a jamais eu l'idée de traiter cette communauté comme un adversaire. Il en est de même avec les Paysans dits « Campesinos ».

La grande majorité d'entre eux sont en partie des descendants d'Indiens et partagent un système de références très apparenté à celui des Indiens, mais ils s'identifient « Campesinos ». D'autres, bien sûr, sont clairement des descendants pauvres des Espagnols arrivés dans la zone.

Aujourd'hui, la conscience la plus générale et partagée, qui est aussi la position de l'organisation, est que les Afrodescendants, les Paysans et les Indiens ont un adversaire commun qui est le propriétaire terrien.

Quand a commencé la mobilisation indigène dans les années 70, il était clair qu'on se battait conjointement avec les Paysans et les Afrodescendants. Par la suite dans les années 90, quand on a commencé à travailler sur le thème des territoires indigènes, la réflexion n'excluait pas les communautés paysannes et afrodescendantes. Au sein du processus indigène, il n'y a pas de posture de non-intégration des autres communautés ethniques.

*« c'est la
communauté
qui administre
et dirige »*

Des « Campesinos » ou des Afrodescendants assument des responsabilités au sein de conseils communautaires indigènes.

Il y a par contre deux exigences : Tout d'abord, il est important de **reconnaître le caractère collectif de la propriété de la terre**. C'est un point de tension parfois avec les communautés paysannes qui ont une idée de la propriété beaucoup plus familiale autour de leur ferme, de leur parcelle, etc.

Alors que dans l'organisation indigène il est primordial que la propriété soit collective ; les familles de la communauté ont l'usufruit des terres, mais il est clair que lorsque la communauté a besoin des terres pour un projet collectif, la terre est récupérée. C'est un point d'inquiétude pour les familles paysannes.

- Deuxièmement : **c'est la communauté qui administre et dirige.** Cet élément communautaire trouve aussi de la résistance auprès de personnes qui ont une formation ou une pratique libérale. Il peut y avoir des tensions avec les individus qui prétendent aux droits individualistes inaliénables. Ça génère quelques difficultés. Mais en général, on lutte conjointement pour la récupération des terres et pour la reconnaissance de nos droits.

*« Nous n'attendons pas
que l'État fasse les
choses pour nous. On va
directement vers ce que
l'on exige. »*

La dynamique impulsée par la lutte indigène dans les années 70 et 80 concernant la revendication de l'autonomie territoriale est aussi assumée dès le début par les communautés d'afrodescendants et plus récemment par les communautés paysannes qui revendiquent aussi le droit de s'organiser politiquement comme « communauté » (c'est-à-dire de former un auto-gouvernement communautaire) et non seulement comme « organisation civile ».

Le fait que cette dynamique soit reprise par les autres communautés témoigne d'un parcours authentique d'auto-reconnaissance.

De fait, de nombreuses communautés qui font aujourd'hui partie du processus indigène étaient, 20 ou 30 ans en arrière, des communautés considérées paysannes.

C'est une revendication politique qui a abouti à un processus culturel. Nous sommes favorables à ces revendications même si elles ont pu générer des tensions parce que l'État a délimité les territoires, et les compétences de chacun. Lorsqu'il est difficile de délimiter des territoires, les indiens du Cauca ont commencé à travailler l'idée de monter des zones inter-ethniques, permettant une unité avec une gestion plurielle.

Sur toutes ces questions, l'apport du processus indigène a permis de consolider l'idée que l'élaboration d'un pouvoir alternatif passe par la construction de formes d'auto-gouvernements. Nous n'attendons pas que l'État fasse les choses pour nous. On va directement vers ce que l'on exige. C'est le cas par exemple de l'éducation, face aux carences de l'État, nous avons été amenés à construire nos propres écoles.

Une stratégie qui se résumerait à exiger de l'État qu'il remplisse ses obligations s'apparente à de la soumission. Elle ne construit pas une conscience d'auto-gouvernement et d'auto-détermination propres à l'élaboration d'un pouvoir populaire. Pour s'auto-déterminer il faut construire sa propre éducation et pas juste avec l'État mais plutôt contre l'État, en dehors de l'État ; mais tout cela dépend des circonstances politiques.

Tu parlais de reconnaissance de droits... ça a été chose faite en 1991 avec la constitution, votée à l'issue d'accords de paix avec plusieurs secteurs populaires et considérée comme l'une des plus progressistes au monde. Concrètement, quels en ont été les effets ?

Dans la pratique, il n'y a pas eu plus de territoires reconnus aux Indiens après la constitution de 1991 et les assassinats n'ont pas diminué. Nous ne sommes pas contre ces avancées de la législation. Le scénario antérieur ne nous paraît pas meilleur. Les actions politiques des communautés, criminalisées par la loi avant 1991, disposent désormais d'une reconnaissance légale. La loi est en notre faveur et on peut l'utiliser pour les intérêts des Indiens. Il y a sans doute un contexte plus favorable pour la mobilisation, car avant, le risque de perdre la vie ou la liberté était beaucoup plus grand et directement lié à l'application de la loi.

Mais à mon sens, la seule avancée notable concerne les détentions. Avant, des communautés entières pouvaient aller en prison en luttant pour des récupérations de terre.

« la croyance que le cadre constitutionnel allait permettre des chemins non-violents, a écrasé pour plusieurs années une partie des revendications »

Aujourd'hui la répression directe de l'État a laissé place à des mécanismes de punitions illégales, il s'agit essentiellement des crimes associés aux propriétaires terriens mais aussi opérés stratégiquement par les paramilitaires et militaires de l'État. Les acteurs qui se sont sentis vaincus par la constitution de 1991, luttent avec plus de férocité contre les communautés.

Il y a un autre élément à analyser. Avec la constitution de 1991, les communautés indigènes sont passées du déni total à une reconnaissance publique qui a fait naître une euphorie post-constitutionnelle. Ainsi, la naïveté ambiante et la croyance que le cadre constitutionnel allait permettre des chemins non-violents, a écrasé pour plusieurs années une partie des revendications indigènes existantes.

Cette expectative est toujours présente dans certains endroits. Mais dans le Cauca, très rapidement, le mouvement indigène a compris que rien n'allait changer et qu'il fallait continuer la mobilisation pour stopper les agressions.

Devant les projets miniers de la région qui ont l'appui inconditionnel de Santos, le Président actuel, et l'impassé citoyen-

-niste, envisagez-vous le sabotage comme un mode d'action directe à développer?

Ici on ne pense pas en ces termes. Dans certaines réserves, comme l'année passée, des communautés réunies en Minga, exigèrent que les mineurs dégagent des terres avec leurs machines. C'est en utilisant la mobilisation massive que les communautés ont réussi à les faire partir. C'est sûr qu'ils se sont battus, ce qui arrive toujours dans ces cas-là, mais une des caractéristiques fondamentales du mouvement indigène est l'action collective.

Et c'est un élément beaucoup plus puissant que le sabotage qui relève en général non pas de la communauté mais d'individus isolés. Ici, il y

L'Extraction de la vie

Le cycle de l'activité minière menée par les multinationales dans le Nord Cauca



a une forte méfiance envers les actions héroïques. Des engagements individuels forts peuvent parfois être utiles...

mais ce n'est pas ce que les gens valorisent le plus. De fait, des personnes aux fortes capacités politiques ont été sanctionnées par la communauté pour avoir fait des actions courageuses mais qui vont à l'encontre de la cohésion de la communauté.

Il y a aussi le projet de faire une MINGA à travers le pays et de bloquer la panaméricaine...

La panaméricaine a déjà été bloquée de nombreuses fois. En 2008, il y a eu une grande mobilisation, une marche sur Bogotá qui s'est finie par une véritable raclée sur la panaméricaine.

En occupant une partie des voies, l'idée était de dialoguer avec le pays, provoquer un débat plus que de bloquer pour faire pression sur l'économie.

Minga

Minga signifie « travail communautaire » et grandes marches sociales communautaires rassemblant des milliers de personnes. En octobre 2008, des communautés se sont rassemblées à la Maria Piendamó, le CRIC (Conseil Régional des Indiens du Cauca) ayant convoqué le gouvernement en assemblée pour dénoncer les accords non respectés. Ce dernier a répondu par la répression : 102 blessés et deux morts, provoquant alors une marche sur Bogota pour entrer en relation avec les exploités du pays et insuffler une idée d'auto-gouvernement.

Les 5 points de la Minga portent sur le refus du Traité de Libre Commerce et des réformes constitutionnelles servant aux intérêts économiques des transnationales mais aussi sur la dénonciation de la guerre comme stratégie de spoliation des terres et la construction d'un agenda des peuples pour que « l'institution illégitime au service du capital transnational soit remplacé par un gouvernement populaire ».

Ce n'est pas une surprise mais les médias de communication de la droite au pouvoir ont juste montré la volonté de blocage et ont tenté d'occulter le fait que la mobilisation visait le dialogue avec la société.

Je crois beaucoup plus en cela, non tant en la négociation avec l'État que le dialogue avec la société, les gens des quartiers, les ouvriers, les acteurs sociaux, les secteurs populaires...

Dans le fond les Indiens sont méconnus de la société. Disons, et c'est un peu stupide, que la société non indigène a été surprise de voir la capacité d'organisation des Indiens, de voir qu'ils étaient capables de monter un campement chaque jour très rapidement. Des choses pour nous évidentes, que l'on fait depuis toujours... Les gens savent faire la cuisine pour des centaines de personnes et la distribuer. Des choses pour nous presque triviales, mais qui paraissent pour les non-Indiens qui n'ont pas cette capacité au travail collectif, difficiles à imaginer.

C'est sûrement dû à l'atavisme du travail et de la famille et à l'individualisme prédominant. Dès lors, cette forme de mobilisation indigène, d'expression, d'aller dans la rue, de marcher, a son impact.

La posture des Indiens et le but de la Minga, c'est de partager sur la possibilité de s'auto-gouverner et de trouver des formes de travail différentes.

***« ce n'est pas dans le
capitalisme que l'on va
construire notre
autonomie, ni dans
l'État. »***

Le message que l'on a voulu apporter s'inscrit dans la lutte contre le capital et contre l'État. Les Indiens du Cauca ont compris que ce n'est pas dans le capitalisme que l'on va construire notre autonomie, ni dans l'État. Donc, ce que l'on propose à la société, c'est de dire "Allez, venez ! Nous, on a fait ça ou ça de manière autonome, et ça a fonctionné plus ou moins, regardez ce que l'on a maintenant..."

On peut le faire ensemble en commençant à nous auto-gouverner con-

crètement sur des petites choses, comme la gestion de l'eau dans un quartier, ce sont de petites choses mais elles sont fondamentales". Nous devons construire la conscience que c'est la communauté qui doit décider de ses intérêts et non pas les bureaucrates et technocrates ou quelques uns des fonctionnaires du capital.

Est-ce que ce message est compris par les autres acteurs sociaux mobilisés dans le pays ?

Tout le monde ne comprend pas notre message. C'est ce qui arrive toujours avec les actions politiques et les mobilisations. Lorsqu'est apparue sur le devant de la scène la grande mobilisation indigène, beaucoup nous ont rejoints. Certains pour protester contre le président Uribe dans un contexte où l'opposition était très affaiblie, d'autres par solidarité paternaliste plus que par compréhension du mouvement ; mais tout le monde aspire à un monde meilleur.

Le mouvement indigène est ouvert et ne refuse personne, il ne repose pas idéologiquement sur un sentiment d'identité indigène. Nous disons « venez avec vos différences et construisons ! », la Minga c'est comme le carrefour où se croisent les idéologies. Chacun peut apporter son interprétation du monde, proposer ses stratégies mais s'il ne construit pas ici, ne travaille pas avec les autres, ne participe pas aux Mingas et ne respecte pas les décisions de la communauté, alors, ce n'est pas ce qui nous intéresse. Celui qui a un projet politique doit le soumettre à la dynamique communautaire.

La lutte de classe proposée par certains de la gauche tend vers une soumission à un certain credo politique. Ils se battent contre le capital, contre l'Etat, luttent pour une société meilleure mais c'est moins une lutte populaire qu'une lutte de la gauche. Il me semble que c'est plus pour certains une façon d'arriver à des fins politiques.

Certains qui se revendiquent de gauche, ouvertement, l'aristocratie intellectuelle, supplantent la conscience de la communauté. Du coup, par rapport à ces pratiques, notre organisation résiste à être associée à eux.

Les premiers qui arrivèrent dans le mouvement indien du Nord Cauca étaient des marxistes, agraires ou autres. Au début, je présume qu'ils ont tous voulu apporter « la » ligne et l'abécédaire pour montrer

comment faire les choses. Alors le discours avant-gardiste a paru suspect ici. Mais ils se sont aperçus que les choses devaient se faire depuis la communauté et avec la communauté. Car le contraire ne fonctionne pas.

Cuero, avril 2012.

Coordinateur de la garde indigène de Corinto (Nord Cauca), il revient sur la garde et ses difficultés.

(par Bernardine 2012)

Dans la garde il n'y a pas que des jeunes hommes. Il y a des enfants et des femmes, des jeunes. On travaille dans tout le territoire. Autant les adultes que les jeunes doivent apprendre à se défendre.

Après la pression qu'on a subie, on a voulu donner à la garde indigène un aspect politique.

Nous, on dénonce les abus aux autorités indigènes. C'est la base fondamentale de l'organisation.

À la Maria Piendamó, ils se sont formés et ça a donné une constance politique dans toute la zone nord du Cauca.

Par exemple, quand les conflits sont mineurs, on n'intervient pas forcément mais quand ils durent plusieurs jours alors on demande une assemblée générale.

On peut défendre le territoire d'abord avec le dialogue, avec nos bâtons, montrant notre autorité face aux militaires, paramilitaires et guérilleros. Comme ils sont armés, on commence par dialoguer pour qu'ils se retirent. Contre les compagnies minières, on doit être plus nombreux mais on a peu de soutien de la part des autorités indigènes. On n'a pas les ressources nécessaires pour se déplacer. Pour des raisons économiques car pour faire se déplacer 30 gardes, il faut les nourrir, les héberger...

Parfois, pour agir, il faut dépasser les limites posées par les autorités indigènes. Si la guérilla ou les militaires nous tuent, il faut quand même faire quelque chose.

Quand on arrive sur un conflit, même s'il s'agit de multinationales aidées par le gouvernement, on doit montrer qu'on est forts c'est pour ça qu'on met le feu aux machines comme démonstration de notre force. On doit montrer ce qu'il se passe à l'opinion publique, c'est pour ça qu'on agit de cette façon-là.

Les autorités indigènes sont là pour faire des réunions et nous, la garde, notre rôle est de défendre le territoire. En 2001, 2002, 2003, on se formait. Mais ça fait des années qu'il n'y a plus de formations... les anciens sont fatigués et ont quitté la garde. Les nouveaux devraient être formés.

Et puis c'est difficile pour les gens qui ont de la famille, des enfants. Ils doivent les laisser pendant 15 jours et reviennent sans rapporter de nourriture ni d'argent. Beaucoup de gens n'ont rien.

Comment fonctionne la garde ?

Il y a des coordinateurs qui changent chaque année nommés par les autorités. Alors qu'il faudrait une continuité. Les jeunes vont travailler ailleurs... il n'y a pas de formations suffisantes.

Quand le maire de Corinto a été séquestré, on est allés à Toribio. Il était peut-être gardé dans la forêt.. et pour une fois que le maire était bien...

Arrivés là-bas on nous dit qu'il faut aller à 20 km. On a cherché maison par maison pour le trouver. On était fatigués, on est restés sans manger. On se demandait qui l'avait kidnappé... on ne connaissait pas bien l'endroit alors on ne savait pas qui travaillait pour les Farc, alors que chez nous on le sait.

On a continué à avancer tant qu'on n'avait pas de nouvelles. A 2h du matin, on a fait une réunion. Ça aurait pu prendre un an à chercher maison par maison. Alors j'ai pris la décision d'envoyer un mot aux Farc. Sinon les autres choix c'était d'avancer ou non...

Comme on a des contacts avec des Farc, l'un de nous est parti avec la lettre. Il y a différentes stratégies en fonction de la situation... si c'est une bataille ou un enlèvement.(...) Un coordinateur doit savoir comment gérer les différentes situations. Par exemple, avec la problématique minière, c'est encore différent des enlèvements.

Par exemple, en 1997, je suis allé à la Maria Piendamó. J'étais le coordinateur principal de la zone nord du Cauca et connaissais bien le territoire et on travaillait à empêcher la police de communiquer.

Je ne sais pas qui, mais il y a eu une personne infiltrée qui a fait des enregistrements de ce qu'on faisait et de nos discussions. Alors il a été dit que j'étais avec une centaine de Farc en civils. Et l'État a ordonné ma capture.

Évidemment ces accusations étaient fausses. C'était passé à la radio et on en a parlé aussi à l'assemblée générale. Et j'ai dû me justifier. Sinon j'aurais été marqué comme étant un Farc en civil. Aujourd'hui, il y a beaucoup de gens qui veulent en finir avec notre organisation.

Si les militaires nous attaquent, on réagit contre eux. C'est pareil pour les mines : c'est mauvais pour nous, pour la nature... il faut qu'on réagisse, que la situation ici se sache à tous les niveaux : départemental, national et mondial.

Que pensez-vous de la Constitution 1991 :

Il y a eu des décrets qui nous ont favorisés et qui aujourd'hui en secret veulent être annulés. Mais on s'y oppose.

Le gouvernement dit vouloir nous « aider » mais en exigeant une soumission et ça, on ne le veut pas. On n'accepte pas leurs conditions. On veut rester autonomes en tant qu'indigènes sur nos terres. En 2001, le gouvernement a voulu appuyer la naissance de la garde indigène mais à la condition de l'informer de ce qui se passe sur le territoire.

Évidemment on a refusé.

.....
.....

En août 2013, une grève générale a regroupé des PaysanNEs, des IndienNEs, des mineurs et des transporteurs, pour réclamer des aides et avoir un meilleur accès aux terres. Cette grève est née dans un contexte où les PaysanNEs représentent un quart de la population du pays mais en sont aussi les plus pauvres.

Les inégalités n'ont cessé de se creuser avec les habitants des grandes villes. Il convient de ne pas oublier le grand fléau des Campesinos : le traité de libre-commerce (TLC) signé en mai 2012 avec l'UE et les États-Unis qui a saigné à blanc les campagnes colombiennes.

Ignoré au départ, le mouvement a pris de l'ampleur mettant le gouvernement, de plus en plus critiqué, en difficulté jusqu'à sa démission. La grève débutée dans neuf régions puis étendue sur une vingtaine, a pris la forme de barrages routiers et de manifestations en ville avec des saccages en prime. Le ministre de la défense a envoyé l'armée en plus de la police anti-émeute (ESMAD déjà sur place, police bien connue pour ses violences. Le bilan est de plusieurs morts et de centaines de blessés. Des négociations et des accords ont été conclus pour tuer la grève.

Ainsi alors que le tourisme se développe dans le nord, et que le pays se targue d'être l'opposé de son voisin vénézuélien, c'est-à-dire une démocratie classique dans sa répression et son nombre de morts par l'État accepté du grand nombre, la Colombie reste un endroit où l'on se fait hacher si on ne peut pas payer la taxe aux paramilitaires (au sens propre) ou si l'on ne fait pas place neuve pour les multinationales et les entreprises liées au tourisme.

**APPEL A SOLIDARITE INTERNATIONALE POUR
APPUYER L'ACTION DIRECTE
DE RECUPERATION DE RICHESSE DU CAUCA EN
COLOMBIE PAR LES AUTOCHTONES NASA.**

FatiguéEs d'être à la fois reléguéEs dans les terres montagneuses du Cauca où il est très difficile de cultiver et d'attendre l'application d'accords signés par le gouvernement, plus de 3000 autochtones Nasa participent à une nouvelle récupération de 6500 hectares de terres depuis décembre 2014.

Ils occupent les terres qui aujourd'hui appartiennent, devant la loi, à l'un des hommes les plus riches du pays : Carlos Ardila Lülle, multimilliardaire qui possède de grandes firmes colombiennes comme Iberplast, Postobón y el polo Agroindustrial Azucarero Incauca, les chaînes de télévision ou de radio de masse : Mundofox et RCN. Le chef paramilitaire Mancuso a d'ailleurs accusé Lülle d'avoir payé des milliers de dollars chaque mois aux para pour assurer la sécurité de ses entreprises. De même que Ardila Lülle a été fortement critiqué lorsque sa chaîne RCN a diffusé une série romancée sur les frères Castaño, chefs paramilitaires.... (Mais oui, eux aussi ont une famille....)



Le territoire du Cabildo autochtone est un espace unique multiéthnique, partagé entre Autochtones, AfrocolombienNEs et PaysanNEs. La forme d'organisation est l'assemblée. C'est la communauté qui décide en commun, et discute jusqu'au consensus. La propriété de la terre, concept apporté par les colons espagnols, y est collective et non privée. Les autochtones ne revendiquent plus.... ils prennent.

Face à cette action directe qui se déroule sur différents points du département du Cauca, l'Etat utilise les forces publiques légales (escadron mobile anti-émeutes ESMAD et l'armée régulière) pour disperser les communautés éparpillées sur les champs de monocultures de canne à sucre, et pour protéger la récolte du seigneur Lülle.



Récolte faite par les coupeurs de canne qui survivent avec 400 000 pesos par mois – 140 euros alors que le salaire minimum est de 700 000 pesos.

Les petits fourgons-tanks de l'ESMAD les escortent jusqu'aux campements de bambous pour les faire détruire à coups de machette et de tronçonneuse.



Photo : D. Fellous / Colòmbia Tierra Herida

Lors d'attaques massives, les ESMAD tirent des gazs lacrymos particulièrement forts avec des fusils spéciaux, flashballs, grenades assourdissantes ainsi que leur version illégalement modifiée contenant du métal pour augmenter la gravité des blessures occasionnées.

Parmi les armes non-conventionnelles on retrouve la fabrication de grands lance-pierre à manier par trois personnes.

Les hélicos tournent jour et nuit pour localiser les campements et volent très bas lors d'attaques pour faire peur à la population et tirer des gazs. Ils utilisent aussi des fusils à balles réelles quand les médias ou l'ONU sont absents.

En plus de la judiciarisation et de la répression étatique classique, les autochtones ont reçu des menaces de paramilitaires (groupe armé d'extrême droite lié au gouvernement) voulant protéger leurs patrons, disant que si les ESMAD n'arrivent pas à les déloger, ils prendraient le relais, finissant par « tous unis pour un Cauca sans indiens ». Ses auteurs défendent les intérêts des multinationales, des narcos et des grands propriétaires terriens en forçant les populations rurales à quitter leurs terres sous prétexte de lutte anti-insurrectionnelle. Ils sont connus pour avoir... massacrer sur les places publiques des milliers de personnes à la tronçonneuse... jouer au foot avec des têtes d'enfants.... Colombia compte ainsi 6 millions de déplacés par la violence.

Malgré la terreur provoquée par les pamphlets et SMS reçus, les Nasa continuent, dans un contexte où illes comptent tous les jours des disparitions ou des assassinats. 500 personnes en deux ans dans une partie du département.



Malgré le fait de ne pas vouloir reprendre les armes laissées en 1991, elles résistent en lançant des pierres ou des molotov, et utilisent des tubes lançant des fusées d'artifices. Toute la communauté participe activement. Elles doivent aussi affronter les groupes de sécurité privée qui ne se gênent pas pour tirer sur elleux. A l'heure actuelle, plusieurs assassinats et de nombreuSes blesséEs ont été dénombrés. Sur Satander, les autochtones ont réussi à isoler un groupe de militaires acculés à la reddition.



Le peuple du Nord-Cauca exige une vie dans la dignité et autonome et appelle à la solidarité internationale. Nous relayons cet appel aux internationalistes pour que soit soutenue d'une manière ou d'une autre cette action directe.... par des caisses de solidarité tenue lors de concerts ou de projections (un documentaire a été fait... contacter bernardinettigna@gmail.com.... trailer <https://vimeo.com/130802922>), par des mobilisations devant les ambassades... par le relais d'infos... par l'envoi de vidéos de solidarité...

mars 2015



pour plus d'infos (en español) :
<http://www.colombiainforma.info/>
agencia de comunicación de los pueblos

et documentaires sur vimeo Colombia 1312

pour toute question ou commentaire :
bernardinettigna@gmail.com